



## COMPTE-RENDU DU BUREAU

MERCREDI 13 OCTOBRE 2021

*En visioconférence*

B.O n° 2519

### Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Trésorier	Bernard DALMON
Trésorier adjoint	Patrick PEREZ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Secrétaire général adjoint	Philippe BRIOUT
Vice-président(e)s	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
Chargés de mission	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER

### Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
Collaboratrice Président, responsable MG	Valérie GICQUEL
Responsable de la coordination de instances	Magali TAPRET

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

### 1. Validation des feuilles de route des compétences

- **Feuille de route du cercle de compétence « Natation Santé / Eveil Aquatique » (en annexe)**

Cette feuille de route est validée par le Bureau.

- **Feuille de route du cercle de compétence « Marketing et Communication » (en annexe)**

Cette feuille de route est validée par le Bureau.

### 2. Point à date sur les licences et les affiliations

Bernard Dalmon fait le point à date sur les licences qu'il essaiera de transmettre hebdomadairement.

- ✓ 107 167 licences au 13 octobre, dont 1 159 clubs affiliés (4 clubs encore bloqués)
- ✓ 9900 licences de plus que l'an dernier cependant un peu de retard constaté par rapport à il y a deux ans.
- ✓ Avance de 60 000€ par rapport à l'an dernier mais en retard par rapport à il y a deux ans
- ✓ Toutes les régions sont en positif en dehors de l'Aura, la Bretagne, la Martinique, la Normandie, la Nouvelle Calédonie et Tahiti.

✓ Constat :

- Retard sur les licences « Compétition » (logique due aux migrations gratuites)
- Résultat disparate en fonction des régions
- Pas de perte de licence « Dirigeant »

La prudence reste de mise quant à l'interprétation de ces chiffres et notamment sur les licences « compétition » ; une image plus fidèle sera donnée à l'occasion des interclubs où certaines licences natation pour tous seront transformées en licence compétition.

Comparatif sur 3 saisons au 11 octobre 2021 :

	TOTAL LICENCES	LIC. CPT	LIC. NPT	LIC. DIV
14/10/2019	108700	46341	53494	8866
14/10/2020	92073	37938	46077	8058
14/10/2021	99511	36213	54353	8945

	€ LICENCES	€ CPT	€ NPT	€ DIV
14/10/2019	1 971 625,10 €	1 358 576,00 €	524 571,40 €	88 477,70 €
14/10/2020	1 683 002,20 €	1 144 788,00 €	459 154,70 €	79 059,50 €
14/10/2021	1 696 133,40 €	1 099 332,00 €	540 541,60 €	56 259,80 €

### 3. Proposition concernant la labellisation

---

Philippe Briout fait un point d'étapes sur le dispositif.

Des axes d'amélioration sont clairement identifiés : s'il y a un véritable engouement de la part des clubs, il est cependant nécessaire de rendre le dispositif plus lisible et de fonder davantage l'octroi de labels sur des notions de qualité. En outre, le calcul de la ventilation des 100 000€ doit être revu pour éviter le versement de sommes modiques (moyenne par club : saupoudrage à hauteur de 260€) ou sans intérêt, voire envisager de supprimer l'enveloppe affectée à la valorisation directe des labels auprès des clubs.

#### Propositions politiques :

- Prorogation des labels 2021 sur 2022 en l'état (en dehors de quelques cas particuliers) pour se donner le temps de la réflexion et l'octroi de labels à des clubs non labellisés jusqu'à présent si les critères sont vérifiés.
- 3 axes à travailler : la pratique de compétition, le sport santé bien être et le loisir, avec des critères à développer pour aboutir à une labellisation, sous forme par exemple d'étoiles (1, 2, 3 étoiles etc...) pour une meilleure lisibilité de nos partenaires et du public.
- Possibilité d'octroi d'un label de qualité de l'enseignement de la nage.
- Travail de partenariat avec l'Andes et l'Andis qui composent l'organisation du sport sur le territoire national.
- Simplification du processus.

A noter que le critère de licences reste néanmoins très important.

Bernard Dalmon : qu'en est-il du financement ?

Philippe Briout souhaite la mutualisation du budget alloué à la labellisation avec la contractualisation lorsque ce dispositif sera opérationnel, de sorte qu'émerge une même enveloppe mieux allouée en faveur du réseau fédéral.

#### **4. Meetings nationaux Natation course : validation de la stratégie 2022 et du calendrier 4ème trimestre 2021 (document en annexe)**

---

Bénédicte Compois rappelle l'objectif de la stratégie 2022 visant à redonner de la valeur aux meetings nationaux dans la démarche d'accession à un projet de performance, à redonner du sens à la pratique, et faire en sorte que les meetings deviennent de véritables confrontations nationales, accessibles aux championnats nationaux toutes catégories.

La proposition du cercle :

- Définition de différents niveaux de meetings avec un seul label qui permettrait la qualification toute catégorie sur des meetings nationaux en bassin de 50 mètres.
- Possibilité de meeting réservés aux catégories jeunes ; l'ambition étant de protéger les populations jeunes.
- Resserrement des meetings nationaux y compris dans la grille de qualifications obligatoire pour mettre en place ces meetings.
- Redonner une place à la natation régionale et de fait aux meetings régionaux labellisés, sous l'égide de chaque ligue. Le travail de labellisation se ferait donc en étroite collaboration avec les ligues que le cercle souhaite impliquer pleinement afin d'être cohérent avec un projet sportif de territoires. Les ligues soumettraient une proposition de calendrier régional au CC avec le soutien de la COF pour la partie calendrier national.

Christiane Guérin rappelle que c'est le bureau ou le CODIR qui donne les labels et non le cercle de compétence.

Laurent Ciubini confirme que la liste des meetings a toujours été validée en Bureau.

Jean Luc Manaudou : Aurons-nous suffisamment de temps entre le moment où la ligue recevra son attribution du nombre de meetings, limité à 30 au niveau national, et les retours que la ligue fera à la FFN, afin que le groupe de travail mis en place dans sa ligue à cet effet puisse retravailler sur une baisse éventuelle du nombre de meetings ou une rotation d'année en année entre les Présidents de club ?

De plus, si les meetings qui ne seraient pas attribués deviennent des meetings jeunes, dont le nombre n'est pas limité, cela n'aurait-il pas l'effet inverse du but recherché, dont une course à l'échalote sur les meetings avec la recherche d'un temps leur permettant de participer aux championnats de France jeunes, Graal absolu pour cette population, et non plus une quête de confrontation.

Bénédicte Compois répond que tout ce qui touche à la natation jeunes est une dynamique de territoires. A chaque ligue la latitude de baliser son parcours de compétitions pour ces populations. La labellisation a un enjeu de performance car elle permet d'accéder à un niveau de pratique et à la compétition. Si le label a un autre but, cela nous dépasse dans la partie de la dimension sportive. C'est pourquoi les ligues doivent être impliquées dans cette réflexion notamment pour répondre à la problématique des catégories jeunes où la reconnaissance passe uniquement par la qualification aux Championnats de France. Il s'agit d'une problématique de fond sur laquelle nous devons travailler, notamment sur la formation des cadres et l'accompagnement des parcours de performance dans les territoires.

Bernard Dalmon : en permettant ces meetings régionaux jeunes cela ne va-t-il pas multiplier les compétitions ? Il préfère en tant que président de ligue privilégier les championnats régionaux plutôt que de laisser à des clubs cette possibilité qui leur permet essentiellement de faire de l'argent.

Bénédicte Compois : cette réflexion rejoint son intervention sur la place et le rôle et de la ligue dans la définition du programme et du projet sportif. La ligue a un rôle de coordination avec les clubs et les comités départementaux. Le cercle de compétence donne une orientation que chaque ligue doit s'approprier.

Denis Cadon précise que le cercle n'a jamais dit que les meetings jeunes n'étaient que des meetings de ligues visant à gagner de l'argent pour les clubs. Les ligues et les clubs devaient travailler conjointement au travers des commissions sportives.

Jean-Luc Manaudou se dit totalement favorable à une diminution des meetings nationaux labellisés pour les juniors et les TC. La même logique aurait cependant pu également s'imposer chez les jeunes afin de retrouver quelque chose de plus dense et de plus homogène en termes de performances.

Bénédicte Compois rappelle que depuis quelques saisons l'ouverture sur la population jeune existe puisque toutes les compétitions sont qualificatives aux Championnats de France Jeunes ; depuis deux ans, nous

n'avons plus de données sur cette tranche d'âges. Jusqu'ici, très peu de structures proposaient des meetings réservés aux jeunes, notamment depuis la mise en place du Championnat de France Jeunes. Nous sommes dans une première phase de travail sur les TC. Si nous constatons de la déviance, nous serons vigilants en termes de suivi et d'évaluation.

Lazreg Benelhadj rejoint les propos relatifs au fait que l'argent prévaut très souvent sur l'organisation des meetings ; à ce titre, il met une alerte sur la préservation du parcours du jeune nageur afin de ne pas retomber dans la participation à outrance aux meetings, ce qui risque d'arriver si on ouvre totalement les organisations. Il évoque également le risque de disparité entre les régions, certaines pouvant organiser plus de meetings que d'autres, ce qui peut entraîner une concurrence malsaine entre les régions.

Gilles Sezionale : la solution la plus simple serait pour les clubs de faire en sorte d'organiser des meetings départementaux, organisations qui par le passé ont prouvé une certaine efficacité.

Benédicte Compois : cette réflexion fait le lien avec la place de la natation départementale que l'on souhaite mettre en place dans nos projets.

Stéphane Metzger informe que par le passé le Grand Est a vécu une course à l'engagement. Beaucoup de personnes se plaignaient de ne pouvoir y participer. Il faut préserver les athlètes que l'on souhaite voir y participer et trouver une solution alternative afin que les personnes ne se sentent pas discriminées sur la participation. Beaucoup de clubs souhaitent par ailleurs une participation aux meetings la plus économique possible sur un périmètre géographique le plus restreint possible.

Denis Cadon ajoute que le cercle a étudié l'alternative de limiter le nombre des meetings jeunes, ce qui n'a pas été retenu pour l'instant ; une décision sera prise à l'épreuve d'une saison. Les ligues, les clubs et les entraîneurs sont tous différents. Le sujet est complexe et large. La proposition présentée aujourd'hui est évolutive sur l'olympiade.

Jean Luc Manaudou : sera-t-on dans une logique de stabilité entre les juniors ou les TC, car il ne faut pas que la règle change trop souvent pour que chacun soit protégé.

Denis Cadon : les éventuels ajustements concernent la population « jeunes » et non la population « Elite ». On ne peut d'un coup d'un seul dire à des meetings qu'ils ne font plus partie du paysage.

Le Bureau valide à l'unanimité la stratégie 2022 et le calendrier du 4<sup>ème</sup> trimestre.

## **5. Examen des candidatures pour les organisations 2022**

---

Christiane Guerin fait part des candidatures d'Amiens et de Laval reçues au titre de l'organisation des Championnats de France Open d'Eté programmés du 23 au 28 juillet 2022. Il faut faire un choix.

La collectivité locale d'Amiens souhaite vivement, notamment eu égard à ses investissements, que leur nouveau bassin accueille ce type de compétition. Toutes les infrastructures requises pour son organisation répondent à nos besoins techniques.

Après discussion, Joël Pineau retire la candidature de Laval pour 2022 et se positionne sur 2023, sous réserve de l'accord de Laval.

Rappel des organisations restant à pourvoir :

- Championnats de France N2 NC du 16 au 20 mars 2022
- Championnats de France des Maîtres hiver du 11 au 12 février 2022
- Championnats de France des Maîtres été du 23 au 26 juin 2022
- France Eau Libre du 9 au 12 juin 2022

Le Bureau valide la candidature d'Amiens pour l'organisation des Championnats de France Open d'Eté du 23 au 28 juillet 2022.

Christiane Guérin fait part de la demande de Tahiti relative à leur population « maîtres », au nombre de 8 seulement, qui souhaiterait que la FFN les autorise à nouveau à faire des temps de référence dans des compétitions « toutes catégories » selon un format particulier de prise en compte de leurs temps.  
Accord du Bureau.

## 6. Présentation de l'offre TV vidéo en ligne

---

Patrick Perez précise qu'un processus a été engagé pour la diffusion en live des événements fédéraux. Des clubs de water-polo et de natation artistique ont déjà pu bénéficier de ce service.

A ce titre, il présente les deux offres partenaires de plateforme Web TV, soumises aujourd'hui au Bureau, dont celle de :

- Sportall
- Sport en France (chaîne du CNOSF)

Il s'agit d'une plateforme qui dès lors que l'on se connecte sur un site nous permet de bénéficier des programmes et des live ou par le biais d'une application spécifique sur son téléphone et/tablette.

Les deux offres bénéficient de la même organisation, du même type d'accompagnement, des mêmes coûts de revenus publicitaires, du même hébergement et diffusion. Techniquement tout est identique, la différence se fait uniquement sur le prix.

Sportall qui avait au préalable fait une proposition excessive a revu son offre pour une quasi gratuité de l'hébergement et de la création de l'application. Désireux de voir dans son escarcelle la FFN, Sportall propose de créer toute la partie informatique à contrario de Sport en France qui demande 13000€ la première année puis 8000€ par an. Leur dynamique, à de très nombreuses reprises vérifiée, nous fait pencher plus du côté de Sportall.

Philippe Briout s'interroge sur le passage d'une offre onéreuse à une offre gratuite chez Sportall ?

Patrick Perez admet que ce revirement a posé question, mais comme le montage juridique est correct, il nous faut en profiter.

Laurent Ciubini précise que la FFN leur avait aussi fait part du fait que s'il ne revoyait pas leur copie, il n'aurait pas la possibilité de continuer à travailler avec la Fédération.

Stéphane Metzger demande qui paie les frais de production ? la ligue Grand Est a pris le parti de tester l'offre Google qui s'est également lancé sur ce type de prestation. Utilisée par la ligue, il se dit très satisfait du rapport qualité prix. Par ailleurs, la Fédération doit pouvoir offrir une production de qualité.

Patrick Perez répond que les deux sociétés peuvent faire de la production si on le leur demande, mais que la Fédération peut se charger en interne de la production. Les ligues doivent s'entourer de personnes susceptibles de pouvoir filmer. L'intérêt pour nous est également d'avoir une chaîne qui nous permette de conserver nos vidéos et d'avoir des retransmissions en live. Notre choix s'est également porté sur Sportall qui était très désireux de faire partie d'une vraie communauté.

Stéphane Metzger souligne la nécessité pour la FFN de diffuser de belles images.

Patrick Perez confirme que les images seront validées par la suite par un comité avant diffusion.

Le Bureau valide l'offre de Sportall.

## 7. Calendrier institutionnel

---

- **Mercredi 1<sup>er</sup> décembre** : Bureau 14h - 16h (en visio)
- **Mercredi 8 et jeudi 9 décembre** : Séminaire NFS à Bordeaux/Talence (Nouvelle Aquitaine)
- **Vendredi 10 décembre** : Comité Directeur en présentiel à Montpellier
- **Vendredi 17 après-midi et samedi 18 juin matin** : Assemblée Générale (AURA)

Jean-Luc demande les raisons pour lesquelles l'AG se déroule cette année sur deux demi-journées ?

Laurent Ciubini répond que cela est uniquement dû aux sujets qui pourraient être abordés. Ce calendrier peut être soumis à modification en fonction de l'actualité.

Le Bureau valide ce calendrier – 1 abstention : Jean-Luc Manaudou sur les deux demi-journées de l'AG.

Gilles Sezionale remercie les participants et félicite Lazreg Benelhadj pour son premier bureau en tant que Vice-président.

La réforme des meetings présentée par le Cercle de compétences natation course est très importante notamment celle liée à la hiérarchisation dans les bassins pour plus de compétitivité et d'éviter une multitude de meetings. L'essence même du mode de qualification doit être retrouvée. La réflexion doit être globale. Il nous faut plus de rigueur.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15h15.

**La Secrétaire Générale**  
**Dominique CUPILLARD**

**Le Président**  
**Gilles SEZIONALE**